



CNESER en commission permanente du 12 novembre 2024

MOTION présentée par la FSU, la CFDT, la CGT, SUD éducation et Sud recherche, FO, la FAGE, QSF, UNSA ITRF Bio, Sup Recherche, SNPTES, A&I

Malgré une économie déjà réalisée par l'absence de revalorisation du point d'indice, le budget de la mission interministérielle recherche et enseignement supérieur (Mires) devrait être amputé de plus de 550 M€ par rapport à la Loi de Finances 2024. C'est le budget qui consacrerait la plus faible part du budget de l'État à l'enseignement supérieur et la recherche depuis plus de 20 ans (5,27 % à périmètre constant). Cette baisse est principalement le fait d'une baisse des budgets de la recherche que ce soit dans le domaine de l'énergie ou dans celui de l'industrie et dans une moindre mesure, des programmes « enseignement supérieur et recherche agricole ». Alors que la pauvreté étudiante ne cesse de croître, la ligne « Vie étudiante » subit, elle aussi, une baisse de 2,31 %, hypothéquant tout espoir de réforme structurelle des bourses et obérant toute amélioration des conditions de vie et d'étude pour les étudiant·es en maintenant le sous-financement chronique des CROUS.

Pourtant, d'autres choix sont possibles, comme la réaffectation de tout ou partie du crédit impôt recherche, véritable niche fiscale, qui coûte en 2024 plus de 7 Mds € à l'État, sans même qu'il soit contrôlé correctement ni conditionné à une véritable stratégie – ni même à une réelle activité – des entreprises en faveur de la recherche. En comparaison, « l'effort » de recherche consenti par l'État à l'ensemble de ses opérateurs nationaux de recherche s'élève à 7,8 Mds pour l'année 2025 !

Le CNESER alerte sur les effets désastreux qu'aurait ce budget pour l'ESR dans nos établissements par la dégradation des conditions de travail et d'étude, le décrochage en termes de recherche et avec une répercussion inévitable sur l'ensemble de la population. Nos universités, leur personnel et leurs étudiant·es, sont en souffrance et la destruction du service public d'enseignement supérieur et de la recherche est une perspective contre laquelle le CNESER s'élève vivement. Les attaques dont les fonctionnaires et leurs missions sont l'objet doivent cesser. Le financement de l'ESR n'est pas une dépense mais un investissement pour l'avenir. Le CNESER soutient l'appel intersyndical à la journée d'alerte et de mobilisation du 19 novembre 2024.

Motion adoptée par 24 voix pour, 1 abstention et 3 NPPV